

Chapeau introductif

Dans cette tribune portée par le Collège des Sociétés Savantes Académiques de France à l'initiative de la Société Française d'Écologie et d'Évolution, plus d'une vingtaine de sociétés savantes expriment leur consternation face aux reculs environnementaux annoncés par le gouvernement et la communauté Européenne en réponse au mal-être du monde paysan. La tribune appelle la mise en œuvre urgente et à large échelle d'un modèle agricole différent qui s'appuie sur les connaissances scientifiques pour engager le monde paysan dans une voie rémunératrice pour la profession et soutenable pour la biodiversité et les écosystèmes.

Opposer agriculture et écologie scientifique ne sauvera personne

Les annonces faites le 1er février par le Premier ministre d'une mise en "pause" du plan Ecophyto de réduction de l'usage des produits phytosanitaires, de l'affaiblissement des réglementations environnementales sur la mise en jachère, sur le curage des cours d'eau et sur les retenues d'eau, ou de la mise sous tutelle des agents de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) laissent incrédule. Elles s'inscrivent plus largement dans un détricotage en cours du verdissement des politiques agricoles de l'UE. Comment imaginer que ces mesures disparates puissent résoudre les problèmes du monde paysan ? Le mal-être réel et persistant d'une majorité d'agriculteurs doit être résolu mais sans être instrumentalisé pour détricoter les objectifs de transition agro-écologique.

Des décisions en dépit des connaissances scientifiques

La production durable de nourriture, en quantité et en qualité, dépend du maintien de la fertilité des sols, de la gestion commune de l'eau, et, plus largement, du maintien d'écosystèmes fonctionnels. A l'inverse, le système agricole industriel et ses tendances les plus productivistes ne sont pas durables, notamment d'un point de vue climatique (l'agriculture française produit environ 20% de nos émissions de gaz à effet de serre) et agro-écologique (par son impact sur la biodiversité et des fonctions associées). L'objectif du plan Ecophyto est de renforcer la prévention des risques que font encourir les pesticides de synthèse à toute la population, à l'environnement et à la biodiversité (Source : Ministère de l'Agriculture). Sa mise en cause s'ajoute à celle de normes environnementales destinée elles aussi à protéger la santé publique et la biodiversité (loi d'avenir agricole de 2014 ou la loi Egalim de 2018). Ces reculs contredisent les travaux scientifiques. Ils sont contraires aux objectifs de transition écologique et aux engagements pris en faveur d'un changement des modes de production.

Ainsi, les annonces gouvernementales légitiment les attaques contre la protection de l'environnement au mépris de la connaissance scientifique et au mépris du constat qu'il existe une communauté de destin entre les humains, les sociétés humaines, les écosystèmes et la biodiversité qui en assurent le fonctionnement. 70 % de nos cultures dépendent des pollinisateurs pour produire ce qui nous nourrit [1]. Leur continuel déclin a déjà des conséquences avérées sur la production agricole. De nombreuses autres espèces sont également essentielles au maintien de la fertilité des sols et à la régulation des ravageurs de cultures [2]. Les sciences documentent chaque jour davantage les liens entre santé des écosystèmes et santé humaine, et l'incompatibilité sur le long-terme entre une production agricole intensive industrielle et le maintien des processus écologiques indispensables à la production d'une nourriture durable et saine.

Les synthèses bibliographiques en sciences environnementales et en sciences humaines soulignent toutes la nécessité de la mise en œuvre urgente et à large échelle d'un autre modèle agricole. De nombreux scientifiques développent des partenariats avec les agriculteurs pour viser la durabilité de nos systèmes agricoles et alimentaires. Le temps des processus écologiques est long, c'est pourquoi un soutien politique de long terme à la co-construction d'une gamme nouvelle de savoirs est déterminant. Au-delà des avancées scientifiques récentes, de nombreux agriculteurs ont déjà mis en place des modes de production alternatifs plus soutenables, avec une capacité avérée à subvenir à nos besoins alimentaires. Les arguments poussant vers un système toujours plus productiviste ne tiennent pas face aux acquis de la connaissance scientifique qui ont mis en évidence qu'environ 30 % de la production agricole est perdue avant consommation et qu'un régime alimentaire moins carné et plus local est le choix le plus pertinent pour répondre à nos besoins alimentaires tout en préservant la biodiversité et l'intégrité des écosystèmes.

Rassembler plutôt que cliver

L'ignorance ne peut pas seule excuser le recul environnemental qui vient d'être annoncé. Celui-ci s'inscrit dans une vision dépassée des liens entre agriculture et environnement. Cette politique de l'État semble guidée par des intérêts particuliers au détriment du futur et du bien commun, et les agriculteurs en sont les premières victimes. Leur santé, leur juste rémunération et le renouvellement de générations de paysannes et de paysans sont les véritables enjeux. Ceux-ci restent sans réponse véritable. Tout autant incompréhensible et inquiétant : en jetant l'opprobre sur les agents de l'Office Français de la Biodiversité, le gouvernement les met en danger, ils sont l'objet aujourd'hui de menaces et d'agressions très inquiétantes. Opposer agriculture et écologie, agriculteurs et normes environnementales est contre-productif. Il faut permettre à l'agriculture de s'engager dans une voie rémunératrice pour la profession et soutenable pour la biodiversité et les écosystèmes.

Désigner l'environnement comme bouc émissaire, c'est éviter de prendre les décisions politiques et économiques nécessaires pour permettre à tous les agriculteurs d'obtenir des revenus décents et d'accompagner la transition vers un système alimentaire et agricole durable, ce qu'ils sont nombreux à souhaiter. Cette transition impose une transformation profonde de toutes les filières depuis la production dans les champs jusqu'à nos assiettes. Elle implique une relocalisation des productions, la reconfiguration des flux mondiaux de denrées alimentaires, ainsi qu'un partage plus équitable de la valeur ajoutée.

Nous appelons la communauté académique, les acteurs des territoires, agriculteurs, associations, consommateurs, décideurs, à rappeler l'impasse dramatique des politiques de destruction de la biodiversité et de fragilisation de nos écosystèmes. Elle met en péril notre agriculture et notre avenir. Nous appelons les pouvoirs publics et l'ensemble de la société à prendre en compte les résultats de la recherche scientifique pour engager les mutations conceptuelles et pratiques qui en découlent. Il est essentiel de lier les acquis de la connaissance, notamment ceux de l'écologie scientifique, et l'agriculture au lieu de les opposer, et ce, afin d'offrir un avenir soutenable à notre planète et à ceux qui l'habitent.

- Société Française d'Ecologie et d'Evolution
- Association Française d'Economie Politique (AFEP)
- Association française d'ethnologie et d'anthropologie (AFA)
- Association Française d'Études Américaines (AFA)
- Association Française pour l'Etude du Sol (AFES)
- Association pour la Recherche en Didactique des Sciences et des Technologies (ARDIST)

- Comité d'information et de liaison pour l'archéologie, l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel (CILAC)
- Comité National Français de Géographie (CNFG)
- Femmes & Sciences
- L'association française des petits débrouillards
- L'union rationaliste
- Société Botanique de France
- Société de Mathématiques Appliquées et Industrielles (SMAI)
- Société de Neuroendocrinologie (SNE)
- Société Française de Bioinformatique (SFBI)
- Société Française de Génétique
- Société Française de la météorologie et du climat
- Société Française de Microbiologie (SFM)
- Société Française de Myologie (SFM)
- Société Française de Phytopathologie (SFP)
- Société Française de Statistique (SFdS)
- Société Française de Thérapie Cellulaire et Génique (SFTCG)
- Société Française de Virologie (SFV)
- Société Française d'Etude pour le Comportement Animal (SFECA)
- Société Française pour le Droit de l'Environnement (SFDE)
- Société Francophone de Santé et Environnement (SFSE)
- Société Informatique de France (SIF)

[1] IPBES (2016) : Résumé à l'intention des décideurs du rapport d'évaluation de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques concernant les pollinisateurs, la pollinisation et la production alimentaire. S. G. Potts, et al. (eds.). Secrétariat de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, Bonn, Allemagne. 36 pages.

[2] IPBES (2019): Summary for policymakers of the global assessment report on biodiversity and ecosystem services of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services. S. Díaz, et al. (eds.). IPBES secretariat, Bonn, Germany. 56 pages